

2021-UNAT-1133, Secretary-General of UN

Décisions du TANU ou du TCNU

L'UNDT a commis une erreur en fait en concluant que l'ABCC s'était reposé uniquement et exclusivement sur le rapport médical du MSD, et l'UNDT a dépassé sa compétence pour indiquer que la limite de temps en vertu de l'article 12 de l'annexe D commencerait à courir à partir du moment où la psychologique Les symptômes étaient si graves que le patient a reconnu que son syndrome ne lui permettait plus de remplir ses obligations professionnelles. À la lumière des faits que le requérant a pu revenir à son haut niveau de fonctionnement au travail après avoir été transféré de HAIS le 1er décembre 2013, qu'il n'était pas nécessaire pour lui de «raconter son traumatisme» afin de Déposez une réclamation en annexe D selon laquelle le psychiatre du demandeur n'a pas déclaré que le demandeur n'a pas été en mesure de remplir et de déposer une réclamation d'annexe D, et qu'il avait invoqué son SSPT plusieurs fois dans le contexte de la poursuite d'avantages (congé de maladie, etc.), le Tribunal d'appel a conclu qu'il était légitime et raisonnable pour l'administration de ne pas accorder au demandeur une renonciation à la date limite de quatre mois pour déposer une réclamation en annexe D sur la base de circonstances exceptionnelles. L'annulation de la décision contestée par l'UNDT et la détention provisoire de la demande d'indemnisation à l'ABCC étaient erronées.

Décision Contestée ou Jugement Attaqué

UNDT / 2020/116 / CORR.1, dans lequel UNT a annulé la décision de l'ABCC de rejeter la réclamation de l'annexe D du demandeur en tant que délai de temps, a renvoyé l'affaire à l'ABCC et a attribué au requérant le salaire de base nette de trois mois du demandeur pour la procédure pour la procédure retard ainsi que 20 000 USD pour des dommages supplémentaires.

Principe(s) Juridique(s)

Dans le cadre du cadre législatif applicable, le Secrétaire général est accordé au pouvoir discrétionnaire de déterminer s'il faut accorder une renonciation à la date limite de quatre mois pour déposer une demande d'indemnisation à l'ABCC sur la base de circonstances exceptionnelles. Conformément aux principes de revue judiciaire déclarés, l'exercice du pouvoir discrétionnaire doit être justifié sur la base de faits fiables et être raisonnable afin que les tribunaux aient la capacité d'effectuer leur obligation judiciaire de revoir les décisions administratives et d'assurer la protection des individus , qui autrement serait compromis.

Résultat

Appel accordé

Applicants/Appellants

Secretary-General of UN

Entité

FNUE

Numéros d'Affaires

2020-1451

Tribunal

TANU

Lieu du Greffe

New york

Date of Judgement

6 Jan 2023

President Judge

Juge Raikos

Language of Judgment

Anglais

Type de Décision

Jugement

Catégories/Sous-catégories

Prestations et droits

Paiement d'indemnités en cas de maladie, de blessure ou de décès imputables à l'exercice de fonctions officielles au service (Appendice D du Règlement)

Droit Applicable

Statut du personnel

- Appendix D

Jugements Connexes

2019-UNAT-915

2018-UNAT-814

2018-UNAT-849